

Contribution du FPD à l'exercice de programmation de la Commission européenne

Résumé des contributions des membres du FPD

I. Recommandations et principaux enjeux :

1. Prendre en compte la COVID-19 dans toutes les priorités et appuyer les **processus de transition justes et inclusifs** dans l'élaboration des plans de relance. Partout où les gouvernements locaux ont été impliqués dans la lutte contre la COVID-19, les communautés semblent avoir mieux résisté, montrant que l'implication des autorités locales sera par conséquent essentielle pour la relance. L'appropriation des bénéficiaires est particulièrement importante. En effet, l'une des constatations concernant la crise sanitaire est que les réponses d'urgence nationales centralisées n'ont pas inclus tous les acteurs clés (ce qui a des répercussions sur la réalisation des objectifs de développement). À cet égard, la plupart des participants considèrent les Objectifs de développement durable (ODD) comme un cadre pertinent englobant des priorités, notamment en matière de santé, d'éducation, d'égalité des sexes et d'engagement des jeunes, jugées fondamentales et transversales dans tous les domaines évoqués. De même, l'Approche territoriale du développement local (ATDL) est appuyée en tant que moyen permettant de localiser les politiques nationales et de renforcer l'engagement de subsidiarité implicite dans l'évolution de l'UE vers une concentration géographique et un financement plus importants. Les participants soulignent également la nécessité de mettre l'accent sur la résilience sur les plans social, économique et institutionnel pour reconstruire en mieux.
2. Cela étant, il semble y avoir un décalage de **perception du développement** entre les donateurs et les pays partenaires. Le système actuel de classification des pays éligibles à l'APD, qui repose sur des critères de revenus, ne tient pas compte des multiples facettes du développement et les donateurs ne prennent pas toujours en considération les besoins les plus urgents des pays partenaires dans leurs priorités. Alors que les donateurs s'intéressent à des domaines relativement « sophistiqués » tels que la numérisation ou les accords verts, les pays partenaires manquent toujours de moyens financiers pour fournir des services publics de base ou construire des infrastructures essentielles. En outre, la majeure partie de l'aide au développement continue d'être allouée aux gouvernements centraux, qui n'impliquent pas toujours l'ensemble des parties prenantes. L'UE devrait donc veiller à ce que la société civile soit associée comme il se doit à l'évaluation des priorités et au suivi de leur mise en œuvre. De même, l'UE devrait consulter les autorités locales pour la programmation en établissant directement un dialogue avec ces dernières et par l'intermédiaire des associations nationales. À cet égard, l'utilisation du FPD pourrait être un moyen de garantir l'inclusion au niveau national tout en continuant de promouvoir l'agenda mondial.

3. **Relance verte** : la biodiversité, les lois, le changement climatique, la santé humaine et la santé des écosystèmes sont étroitement liés. Il est important de veiller à ce que l'ensemble de la programmation soit conforme au principe « ne pas nuire ». Cela implique d'effectuer des analyses environnementales et climatiques approfondies pour garantir qu'aucun préjudice n'est causé par d'autres investissements ne ciblant pas ces priorités, en particulier dans le cadre du FEDD+ (Fonds européen pour le développement durable Plus). Les îles du Pacifique ont fait part de leurs besoins spécifiques en matière de résilience au changement climatique et d'atténuation des maladies, soulignant leur extrême vulnérabilité en tant qu'États insulaires. Il conviendrait d'intégrer les gains environnementaux de la situation actuelle dans la « nouvelle réalité ». Lors du débat sur la région Asie-Pacifique, le conflit sur le recyclage, notamment en ce qui concerne les déchets plastiques, a été mis en évidence. Cet aspect est d'autant plus pertinent que la taxation du plastique est l'un des moyens proposés pour financer la riposte à la COVID-19.
4. Promouvoir **le travail décent et la création d'emplois** en tant que stratégie de relance après la pandémie de COVID-19. Promouvoir la santé et la sécurité des travailleurs et de l'environnement. Favoriser les investissements à long terme dans la santé et la protection sociale. Soutenir la protection sociale universelle en tant que priorité mondiale devant être prise en compte par l'UE en veillant à ce qu'elle suive une approche fondée sur les droits de l'homme et à ce qu'elle couvre à la fois les travailleurs formels et informels, afin d'établir un socle de protection sociale, qui semble être indispensable dans le contexte actuel de mobilité et d'incertitude.
5. **Mobilisation des ressources**. Conformément au Programme d'action d'Addis-Abeba, utiliser les ressources nationales pour le développement durable. Utiliser les finances publiques pour mobiliser des ressources financières du secteur privé en impliquant les acteurs de la société civile dans ces efforts, afin de garantir l'obligation de rendre des comptes et la transparence. Il s'agira notamment de clarifier le rôle du secteur privé dans la coopération au développement (et ses impacts sur d'autres formes de soutien). Les petites et moyennes entreprises (PME) dépendent des capacités des intermédiaires ; nous devons renforcer leur capacité à soutenir les PME. Dans les économies locales en développement, veiller à ce que les petits acteurs économiques, y compris dans le secteur informel, soient pris en compte dans les approches d'investissement.
6. **Numérisation** (sans doute la priorité la plus fréquemment citée jusqu'à présent ; nombreuses réponses et soutien important) - numérisation et développement des infrastructures des TIC, avec notamment l'élaboration de stratégies appropriées (en particulier pour les gouvernements locaux). Compte tenu de la pandémie de COVID-19, la numérisation, ainsi que la santé et l'hygiène environnementales et préventives, seront au cœur de la future normalité. La numérisation fait partie intégrante de l'accès à l'information et de la participation aux prises de décisions. Par conséquent, elle est étroitement liée à toutes les priorités de la Commission européenne et nécessite des normes pour la gouvernance des données.
7. **Partenariats en matière de migration**. La migration, ainsi que les défis et opportunités qui y sont liés, sont considérés comme une priorité majeure, notamment par les membres du FPD d'Afrique et de la région Asie-Pacifique. La migration devrait être perçue comme une opportunité et non comme une menace et inspirer des politiques innovantes impliquant les autorités locales, qui ont un rôle crucial à jouer mais souvent sous-estimé. En Asie, il a été constaté que la crise du coronavirus a donné lieu à des expériences positives (amnisties, régularisations, etc.) qui pourraient servir de modèles à l'UE. Cependant, le retour

massif des travailleurs étrangers a révélé la faible capacité d'absorption de nombreux pays. La précarité et les abus croissants dont sont victimes de nombreux migrants en Asie ont également été évoqués, l'accent étant mis sur le lien avec le travail décent et la nécessité pour les migrants de pouvoir se syndiquer. Les migrations Sud-Sud, intrarégionales et internes sont également des aspects du débat sur la migration.

8. L'UE devrait renforcer le lien entre le commerce et les investissements, d'une part, et les priorités en matière de développement, d'autre part, tout en ouvrant ses *méthodes de mise en œuvre* à la coopération multi-parties prenantes et en simplifiant ses procédures (appels à propositions) afin d'alléger les contraintes administratives qui ne tiennent pas suffisamment compte de la diversité des OSC et de leurs capacités. L'approche consistant à donner la priorité aux politiques est positive, mais elle doit impliquer des acteurs autres que les gouvernements centraux et promouvoir une combinaison de politiques tenant compte de la complexité et favorisant l'inclusion comme un moyen de mieux appréhender les réalités multidimensionnelles des pays en développement. Dans cette optique, les conventions-cadres de partenariat (CCP) sont considérées comme une bonne pratique de partenariat multi-parties prenantes, voire comme un moyen de mise en œuvre à part entière. L'appui budgétaire aux associations de gouvernements locaux renforce leur capacité à accompagner la participation de leurs membres à des dialogues stratégiques avec les délégations de l'UE (DUE), conformément aux feuilles de route sur le dialogue entre l'UE et la société civile, qui sont en train d'être adaptées aux gouvernements locaux et testées dans un certain nombre de pays pilotes.
9. Un simple financement sans soutien adéquat ni contrôle démocratique n'est pas viable. C'est pourquoi il est essentiel de renforcer la capacité des acteurs locaux à mener les processus nationaux de développement et à *garantir l'appropriation à tous les niveaux*, en commençant par les communautés à travers le soutien aux OSC locales et aux entreprises centrées sur les personnes (coopératives), qui permettent de répartir plus équitablement les avantages économiques parmi les groupes souvent privés de leurs droits (femmes, jeunes, travailleurs informels, etc.). Au niveau national, il est tout aussi important de soutenir les réseaux de la société civile et les organisations de coordination dans l'analyse des cadres juridiques et d'autres travaux politiques pour mener des activités de plaidoyer efficaces et suivre l'action du gouvernement. Cela semble particulièrement pertinent, sachant que la crise du coronavirus a aggravé les phénomènes du recul démocratique et du rétrécissement du champ d'action de la société civile, deux tendances inquiétantes que de nombreux gouvernements partenaires renforcent en restreignant les libertés sous couvert de mesures de santé publique.
10. Renforcer les processus démocratiques et l'État de droit, qui ont des liens avec toutes les priorités, mais plus particulièrement avec la numérisation et le Pacte vert, les industries extractives devenant souvent une menace pour l'environnement et les droits de l'homme. Le rôle de la société civile est jugé crucial pour la réalisation d'audits sociaux, la promotion de l'égalité des sexes, le renforcement de la transparence et l'amélioration de la gouvernance dans les pays partenaires. L'Union européenne doit par conséquent chercher à inverser le phénomène du rétrécissement de son champ d'action en créant des espaces de dialogue et en veillant à ce que les gouvernements incluent les OSC et les AL concernées dans les actions financées par l'UE.

II. Quels aspects des priorités de l'UE sont particulièrement pertinents pour aller de l'avant et « reconstruire en mieux » ?

1. Accords verts

Conscients de l'impact que la stratégie de relance consécutive à la crise sanitaire peut avoir sur l'Accord de Paris, les membres du FPD insistent sur la nécessité de tirer parti des opportunités environnementales de la situation actuelle via les accords verts. Ils soulignent l'importance de la relance verte et de la promotion de la « nouvelle réalité », notant que cette situation s'est traduite par une diminution des empreintes carbone et de la pollution et une prise de conscience accrue parmi la population et les décideurs. Ils encouragent le recours aux accords internationaux pour optimiser le respect de l'Accord de Paris et considèrent la prochaine COP26, qui se déroulera à Glasgow, comme une occasion de localiser l'agenda climatique, soulignant que les priorités d'adaptation devraient être un élément clé de la programmation géographique.

La situation actuelle et son impact en termes d'aggravation de l'insécurité alimentaire ont mis en exergue les effets négatifs de la dépendance aux marchés mondiaux et donc l'importance de la proximité des systèmes de production. Les membres du FPD insistent sur la nécessité de relocaliser les systèmes alimentaires et de manger avant tout ce que nous produisons. Dans le même ordre d'idées, ils considèrent le Pacte vert comme une opportunité permettant de répondre aux besoins des communautés et de promouvoir des modèles de production alimentaire innovants, tels que l'agriculture urbaine.

La configuration régionale des discussions a fait émerger certaines difficultés et opportunités propres à chacune des régions. En Amérique latine, par exemple, les accords verts doivent être liés à la paix et à la sécurité, de nombreux défenseurs des droits de l'homme – qui considèrent les droits de la nature elle-même comme intrinsèques aux droits de l'homme – étant harcelés par les industries extractives. En ce qui concerne l'Afrique, l'émergence de coopératives dans le domaine des énergies renouvelables permet à des citoyens de s'approprier la production et la consommation de leur énergie à l'aide de méthodes durables qui devraient être encouragées par l'UE. Quant à l'Asie, les accords verts se rapportent au travail décent à travers le problème des lieux de travail dangereux dans les grandes industries et à leurs liens avec l'environnement, faisant ainsi de la santé des travailleurs et de l'environnement l'un des domaines prioritaires. Les déchets plastiques et les tensions potentielles qu'ils engendrent entre les économies émergentes et développées ont également été soulignés, de même que d'autres aspects liés à ces déchets, notamment leur mauvaise gestion, les dangers qu'ils présentent pour le milieu marin et l'augmentation de leur exportation vers l'Asie du Sud-Est.

2. Technologies numériques et des données

Les membres du FPD attachent une grande importance au débat sur la numérisation, qui est apparue comme une priorité dans toutes les régions durant la pandémie. Il est désormais évident que tous les citoyens ont besoin d'un accès Internet ouvert, libre et sécurisé afin de garantir une transition équitable vers une économie numérique.

Toutefois, si elle n'est pas contrôlée, la numérisation pourrait accentuer les inégalités et menacer les droits de l'homme universels et les libertés fondamentales. Par conséquent, l'UE doit veiller à ce que les transformations numériques soient inclusives et respectueuses des droits, notamment ceux relatifs à la protection des données. À cet égard, l'expérience des autorités de protection des données, telles que le Contrôleur européen de la protection des données, pourrait s'avérer très utile à de nombreux pays partenaires pour s'assurer que leurs propres normes réglementaires respectent les droits des citoyens en matière de protection de la vie privée et d'accès à l'information.

Cette « numérisation centrée sur les personnes » s'inscrit dans la droite ligne de l'ODD 8.2 (« la modernisation technologique et l'innovation sont essentielles pour parvenir à des niveaux élevés de productivité économique ») et devrait donc être appuyée par les programmes de coopération au développement de l'UE, qui doivent soutenir des cadres réglementaires pour la numérisation susceptibles de garantir une approche de la technologie « axée sur l'être humain ». Il importe, bien sûr, de mettre la technologie à la disposition des pays partenaires de manière à garantir l'exercice de la liberté d'information, mais au-delà des investissements dans les infrastructures technologiques, la numérisation concerne également la démocratisation des données, l'accès à l'information et la participation aux prises de décisions.

L'inclusion des femmes et des filles, des jeunes, des enfants et des zones rurales a été soulignée, la promotion d'une société numérique inclusive et du renforcement des capacités pour tous étant essentielle pour enrayer la fracture numérique croissante qui affecte les enfants, souvent exclus des plates-formes d'apprentissage en ligne. Les autorités locales ont également souligné la nécessité d'une gouvernance des données basée sur des normes et de stratégies appropriées, et mis l'accent sur une approche territoriale et locale du développement.

Dans l'ensemble, il est essentiel d'adapter l'agenda numérique au contexte des pays partenaires et d'éviter une approche uniforme en plaçant la numérisation au centre de l'industrialisation et du commerce et en veillant à remédier aux inégalités en termes d'accès, y compris pour les zones rurales. Dans un tel cadre, la coopération de l'UE peut contribuer à accompagner les transitions technologiques visant à élargir l'accès universel à la protection sociale et à favoriser l'acquisition de compétences permettant à tous les travailleurs de s'adapter aux changements technologiques. Cela peut se faire par un soutien aux plates-formes/centres numériques existants qui travaillent déjà sur la démocratisation des données, la redistribution des richesses et la garantie d'une protection sociale des travailleurs de l'économie numérique. Un autre moyen consiste à soutenir les femmes et les jeunes filles et à promouvoir un environnement favorable aux jeunes et aux entrepreneurs.

3. Alliances pour une croissance et des emplois durables (/inégalités/économie au service des personnes)

Les membres du FPD ont depuis longtemps souligné les limites de la mesure de la croissance uniquement au moyen de critères économiques tels que le revenu national brut (RNB) et ont plaidé en faveur d'une croissance et

d'emplois durables dans une économie au service des personnes, conformément à ce qui est désormais l'une des priorités majeures de l'UE. Toutefois, les effets mondiaux de la crise sanitaire actuelle (fermetures d'entreprises, hausse du chômage, diminution croissante des ressources, ralentissement des mouvements de fonds et arrêt des échanges commerciaux, pour n'en citer que quelques-uns) ont aggravé les inégalités existantes et menacent de les creuser.

L'UE est appelée à soutenir à la fois le secteur public et le secteur privé. L'importance des services publics dans les premières mesures d'intervention a été mise en évidence durant la crise, de même que le rôle du secteur public dans la surveillance du secteur privé. Le développement économique local étant impératif pour la reprise de l'économie mondiale, l'Union européenne devrait axer son soutien sur la promotion de modèles économiques durables et inclusifs à travers des investissements tirant parti du potentiel des petites et moyennes entreprises (PME) qui créent des emplois pour une grande majorité de la population, mais ont besoin pour cela d'un environnement favorable et de mesures de soutien (accès au crédit, par exemple). L'UE peut ainsi aider les PME à créer des emplois durables et formels, en particulier dans des régions comme l'Amérique latine, où environ 60 % des travailleurs sont dans le secteur informel et sans protection sociale. Plusieurs membres ont attiré l'attention sur le modèle coopératif en tant que mécanisme favorisant l'émancipation économique des femmes et des jeunes ainsi que le passage des travailleurs informels dans l'économie formelle (comme le fait l'OIT au Sénégal dans le secteur de la gestion des déchets). L'UE devrait promouvoir l'annulation de la dette, des garanties pour les investissements et la transition vers un système de protection sociale universelle, système auquel aspirent toutes les régions.

En ce qui concerne les droits et la sécurité des travailleurs, les membres du FPD appellent l'UE à favoriser les mécanismes de dialogue social pour garantir la participation et à établir des lignes directrices pour la liberté syndicale, reconnaissant l'importance de la négociation et des conventions collectives au niveau des entreprises. La santé des travailleurs et de l'environnement est en outre perçue comme un enjeu majeur.

4. Partenariats en matière de migration

Les débats sur la migration menés dans le cadre du FPD ont été étroitement liés à l'emploi et au travail décent et ont été influencés par la situation actuelle, qui a mis à rude épreuve la capacité de réabsorption de plusieurs pays car de nombreux migrants de retour ne parviennent pas à trouver un emploi sur des marchés du travail déjà saturés ou ne peuvent compter sur d'anciens employeurs qui ont cessé leurs activités, comme mentionné précédemment. En Asie, par exemple, les travailleurs migrants peuvent avoir des compétences recherchées par les employeurs, mais la crise sanitaire a entraîné la fermeture des frontières. Les migrants ne peuvent donc pas s'y rendre pour travailler, et ce quel que soit leur niveau de compétence. Pour garantir le bon fonctionnement des entreprises, la reprise économique doit être axée sur la productivité et la durabilité, la lutte contre l'informalité et les compétences recherchées.

Les membres du FPD soulignent également qu'il est important de permettre aux travailleurs migrants de se syndiquer, notant que leur situation se détériore, notamment en Asie, où les détentions arbitraires et les abus sont en hausse. De nombreux ouvriers de l'industrie de l'habillement en Asie du Sud-Est, par exemple, viennent de zones rurales et vivent dans des conditions extrêmement difficiles car ils remettent la quasi-totalité de leur salaire à leur famille et n'ont pas accès aux services sociaux. Cependant, d'autres réactions positives à la crise du coronavirus, telles que des régularisations massives et des amnisties, ont également été évoquées, car elles constituent les meilleures pratiques en matière de gestion des migrations susceptibles d'inspirer les politiques migratoires de l'UE. À cet égard, les membres préconisent une vision plus positive de la migration (qu'ils perçoivent comme une opportunité et pas seulement comme une menace) et suggèrent de travailler avec la diaspora pour s'attaquer aux causes profondes des migrations et les gérer. Les communautés locales proches des migrants, telles que les gouvernements locaux et les coopératives, devraient être davantage impliquées dans les politiques migratoires.

5. Gouvernance, paix et sécurité

Pour faire respecter les droits fondamentaux et promouvoir la gouvernance, la paix et la sécurité dans le monde, la politique de développement de l'Union européenne doit investir dans le fonctionnement des institutions. Les membres d'Amérique latine et des Caraïbes soulignent qu'il est urgent de renforcer les démocraties dans le contexte actuel de « fausses informations » et de résurgence de l'autoritarisme dans la région. Ils insistent sur la nécessité de contrer l'influence politique des réseaux de trafic de stupéfiants et des grandes entreprises afin de maintenir le fonctionnement d'une démocratie dans laquelle les dirigeants élus rendent compte de leurs actes aux citoyens et ne servent pas les intérêts personnels d'acteurs puissants. Pour y parvenir, il est important de prendre en compte les nouvelles formes populaires de représentation et la société civile doit rester pleinement engagée à tous les niveaux (local, régional et national), lesquels doivent être mieux coordonnés de manière à éviter les chevauchements et à garantir la participation des citoyens au niveau le plus approprié. Dans certains cas, la faiblesse de la démocratie a entraîné la criminalisation des OSC, car elles sont perçues comme une menace pour le gouvernement et d'autres acteurs qui tentent de leur retirer toute crédibilité et leur légitimité. Par conséquent, la promotion d'un environnement favorable à la société civile apparaît comme un aspect commun à toutes les priorités de l'UE, comme l'illustre la situation en Amérique centrale, où la protection des défenseurs des droits de l'homme est non seulement liée à la paix et à la sécurité, mais également au Pacte vert étant donné que la principale menace pour la démocratie et pour l'environnement provient des grands projets des industries extractives.

La bonne gouvernance dépend d'une solide coordination entre les autorités nationales et locales. En ce sens, la décentralisation favorise de meilleures réponses locales, notamment en ce qui concerne la COVID-19, les gouvernements locaux étant mieux à même de réagir et de mettre en œuvre les mesures nécessaires parce qu'ils sont élus et plus proches des communautés que les gouvernements nationaux. Cependant, les processus de décentralisation sont souvent bloqués, ce qui fait que les gouvernements locaux ne disposent pas des ressources nécessaires pour remplir leur rôle et exercer leurs compétences. Dans un tel contexte,

l'adoption systématique d'une approche multi-acteurs du développement local, dans le cadre de l'Approche territoriale du développement local (ATDL), est considérée comme essentielle par les membres du FPD, les fonds consacrés au développement local devant à présent être gérés au niveau national. De ce fait, les délégations de l'UE auront besoin d'orientations claires pour intégrer les priorités convenues dans leurs programmes indicatifs pluriannuels (PIP) étant donné que le soutien aux autorités locales ne sera plus couvert par des programmes thématiques, mais plutôt par des programmes de soutien nationaux.

III. Rôle des partenariats multi-parties prenantes dans la lutte contre les inégalités et la promotion des priorités de l'UE

1. PROCESSUS

Il existe divers processus qui reposent sur la participation accrue de multiples parties prenantes ou en bénéficieraient. Les membres du FPD ont en effet souligné que le développement n'est pas durable s'il n'y a pas de participation plus large de tous les acteurs. Pour « ne laisser personne derrière », tous les acteurs doivent s'asseoir à la même table. L'aide au développement doit donc inclure d'autres critères, tels que le soutien à la démocratie locale, la sensibilisation, l'appropriation et l'inclusion. L'UE doit veiller à l'institutionnalisation d'un dialogue inclusif entre toutes les parties prenantes à tous les niveaux, en s'appuyant sur les mécanismes existants, tels que les feuilles de route des délégations de l'UE pour la société civile, les dialogues politiques en cours sur la réforme des secteurs et le Forum Politique pour le Développement. Il a été suggéré d'inclure les conventions-cadres de partenariat (CCP) dans les discussions sur les feuilles de route et de reproduire le modèle du FPD au niveau national, voire au niveau des gouvernements locaux. Les participants sont favorables à l'idée de mettre davantage l'accent sur la programmation et le suivi communs.

Les CCP sont perçues comme l'une des meilleures pratiques des partenariats multi-parties prenantes (PMPP). Principaux atouts : réponse aux besoins spécifiques de l'organisation (contrairement aux projets, qui couvrent souvent « un seul » aspect) ; complémentarité avec les programmes nationaux ; reconnaissance commune de la réalisation d'objectifs communs ; flexibilité de mise en œuvre ; adaptabilité au contexte mondial et régional ; visibilité auprès de nombreuses OSC et AL dans différents pays ; facilitation des échanges de connaissances dans les deux sens (du sommet vers la base et de la base vers le sommet) ; large éventail d'activités (recherche, sensibilisation, renforcement des capacités, événements, séminaires, visibilité et partenariats).

Les gouvernements nationaux (et leur volonté d'impliquer d'autres acteurs) sont essentiels et l'appropriation nationale des différents processus est cruciale, de même que la capacité des gouvernements nationaux à s'engager dans des partenariats. En ce qui concerne les limites à surmonter, les participants ont recommandé de réduire le cofinancement et de lever l'incertitude relative à la continuité du financement (décalage temporel potentiel). Selon les membres d'Amérique latine, il est nécessaire d'ouvrir des espaces sectoriels pour préparer le dialogue et garantir ainsi des conditions équitables entre tous les participants.

2. MISE EN ŒUVRE

Le recours à différentes modalités de mise en œuvre permet d'inclure ou de mieux inclure plusieurs partenaires du développement. Il est important de renforcer les outils et les instruments pour évaluer l'impact social, économique et environnemental des différentes modalités de mise en œuvre. En Amérique latine en particulier, il est nécessaire de mettre en place des systèmes de surveillance et d'alerte précoce pour les violations des droits de l'homme dans les territoires, certains participants ayant signalé que la collusion entre les gouvernements et les grandes entreprises a entravé la démocratie.

Comme mentionné précédemment, des conventions-cadres de partenariat et des forums politiques pour le développement pourraient être utilisés au niveau national et en combinaison avec d'autres modalités de mise en œuvre pour promouvoir les synergies dans une perspective transversale. En ce qui concerne l'appui budgétaire, les participants soulignent qu'il devrait être transparent et axé sur les acteurs, et inclure des mécanismes de responsabilité sociale. L'une des approches efficaces mise en évidence dans l'analyse des lignes budgétaires d'une AL consiste à aider les associations de gouvernements locaux à mettre en œuvre leurs propres plans stratégiques en répondant à leurs propres priorités plutôt qu'à des appels à propositions reposant sur des priorités extérieures. Cela renforce les capacités des organisations nationales et des réseaux existants et leur permet de les compléter pour s'engager dans des dialogues avec les DUE en fonction de leurs priorités stratégiques.

De manière générale, les membres préfèrent les projets basés sur des subventions et demandent que l'UE maintienne les appels à propositions annuels, ces derniers ayant été réduits en Amérique latine récemment. L'assistance technique devrait reposer sur une vision à long terme et des politiques publiques faisant l'objet d'un large consensus. Dans la proposition d'élaboration d'une feuille de route pour une AL, le recours au jumelage en tant que mécanisme de soutien à la coopération décentralisée a été évoqué.

3. FINANCEMENT

Les membres invitent les responsables politiques à définir dans un premier temps la notion de financement « innovant », soulignant que le financement sans soutien adéquat ni démocratie n'est pas viable. S'agissant de l'augmentation des financements mixtes et des garanties, ils appellent à la prudence étant donné que ce changement important concernant les modalités de mise en œuvre n'est étayé par aucune preuve d'un impact proportionné. La mobilisation de ressources nationales pour la fourniture de services publics et le renforcement correspondant des capacités institutionnelles à l'échelle locale sont nécessaires, faisant écho au soutien aux processus de décentralisation et à l'appropriation locale, déjà mentionné. Il est précisé que les PMPP doivent faire preuve de créativité pour trouver de nouveaux modèles de financement (tels que les fonds renouvelables, le financement participatif, les obligations vertes) et écarter les modalités traditionnelles dominées par une source unique.

